

Les organisations syndicales CGT- FO – FSU – Solidaires – FIDL – MNL – UNEF rappellent qu'elles ont mis en garde le gouvernement, au début de l'été, face à ses projets de régression sociale. Elles ont, à cette occasion, formulé des solutions économiques et sociales pour sortir de la crise sanitaire. Elles s'opposent à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salariés et des jeunes. L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. L'emploi est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail. La précarité est en forte hausse et la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage reste, malheureusement, d'actualité, de même, la réforme des retraites revient à l'ordre du jour. Le chômage partiel a provoqué des baisses de rémunération importantes. Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. C'est pourquoi, la CGT avec FO, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF appellent à une journée d'action et de grève le 5 octobre prochain ! Soyons tous dans le mouvement !



FLASH CADRES



FLASH CADRES

Branche Poste

Primette...Cacahuète

La Poste a annoncé le versement de la prime « Macron » avec les salaires de septembre. Il s'agit là d'un 1^{er} petit geste, mais qui est sous-dimensionné au regard des revendications des cadres pour une vraie reconnaissance tant salariale qu'en terme de carrière.

Le « Merci » du début d'année n'a pas répondu aux attentes de reconnaissance des investissements sans failles des cadres et notamment pendant la pandémie.

La Poste ne peut pas justifier de cette non-reconnaissance par de moindres résultats et demander aux cadres d'augmenter leur charge de travail et leur périmètre de compétences sans à aucun moment le valoriser. Cette « Primette » du 1^{er} semestre doit être suivie par la reconnaissance de nos métiers et l'ouverture de véritables N.A.O. Et comme nous avons su le faire au printemps, mobilisons-nous pour obtenir de nouvelles avancées.

Le business d'abord !

Depuis le début de l'année, les clients de La Banque Postale reçoivent un courrier pour remplir une auto-certification de résidence fiscale, assortie d'une actualisation des données clients.

L'activité générée par le traitement de ces courriers est confiée à une filiale du Groupe La Poste. Seuls les courriers avec anomalies resteraient dans un service du Centre Financier, à l'existence précaire (2 à 3 ans). Une belle démonstration de la mise en œuvre du plan stratégique 2020/2030, « énergies connectées » qui réorganise les Centres Financiers, filiale et externalise les activités sans valeur ajoutée, ferme au passage des services et supprime des emplois.

Pour la CGT lutter contre la fraude et l'évasion fiscale est essentiel, mais pas au détriment de l'emploi, du service public et de la qualité de service.

Branche Télécoms

Orange, un 1^{er} rendez-vous

Les organisations syndicales, CGT-FAPT, CFDT, CFTC, FO, UNSA et SUD ont appelé à une 1^{ère} journée d'actions le 21 septembre dernier.

Les revendications portent sur une révision du Plan Engage 2025 et du volet financier SCALE-UP centrés sur le dividende et le cours de l'action.

Egalement sur la revalorisation des mesures salariales liées aux résultats financiers 2020, afin de réduire les écarts entre le top management et les salariés mais aussi visant à supprimer les écarts de rémunération et de promotion entre les femmes et les hommes.

Cette journée d'actions visait également à obtenir une réelle allocation télétravail, ainsi que le gel des restructurations, l'arrêt du transfert des boutiques à la GDT, la fin de la sous-traitance, notamment dans l'intervention ou la relation client et enfin, la révision de la politique immobilière systématique en open space et/ou Flex desk.

Prenons soins de nous

C'est dans un contexte sanitaire difficile, que la direction d'Orange voulait appliquer des consignes du retour sur site à 100%. La CGT est intervenue afin que la direction revoie sa copie. C'est ainsi qu'a été gagnée la possibilité d'un télétravail sanitaire, à minima de 3 jours/semaine, sur la base du volontariat, pour septembre.

Néanmoins, aucune mesure n'a été prise dans les services pour lisser les horaires de pause repas afin d'éviter l'affluence dans les restaurants. Si la situation semble s'améliorer dans l'héxagone, ce n'est pas le cas dans les DOM, de plus les dernières perspectives de l'Institut Pasteur sont extrêmement mesurées.

Dans un contexte sanitaire encore préoccupant, il est urgent de négocier un accord télétravail qui protège et améliore les conditions de vie et de travail, parce qu'au 1^{er} octobre on fait comment ?

Échos

Laïcité : Zéro pointé !

En cette période de rentrée, le ministère de l'Éducation nationale vient de lancer une campagne d'affichage sur le thème de la laïcité destinée à l'espace public et aux établissements scolaires.

Cette campagne manie dangereusement des clichés associant des représentations stéréotypées « prénoms - couleurs de peau - confessions religieuses » et suggère, ainsi, que certaines confessions religieuses seraient prétendument un frein au « vivre ensemble » ou à la laïcité.

La CGT dénonce cette campagne qui répond à des stratégies électoralistes du gouvernement, en lieu et place de ses obligations de tout mettre en œuvre pour répondre aux besoins des populations et de promouvoir le principe de laïcité. C'est proprement irresponsable !

Bonne Rentrée

Explosion des tarifs

Les prix du gaz et de l'électricité explosent, alors que la privatisation d'EDF et la multiplicité des opérateurs (43 au total) devait faire baisser le prix du kWh, il n'en est rien ! De plus les taxes sur l'énergie contribuent à renchérir son coût final. Dans un pays en crise avec un pouvoir d'achat en berne, un chômage massif et 13 millions de personnes en situation de précarité énergétique la CGT était la seule à s'être opposée à cette envolée du tarif de l'électricité lors du Conseil Supérieur de l'Énergie en juillet dernier.

La CGT dénonce une hausse injustifiée, un système biaisé du calcul des Tarifs réglementés de vente orienté vers la hausse des bénéfices des actionnaires. La CGT alerte sur ce que préparent le gouvernement et la Commission de Régulation de l'Énergie avec une nouvelle flambée des tarifs en 2022. Stop au service public dégradé, usagers abusés, actionnaires régalez.

Si c'est flou...

Les organisations syndicales ont négocié avec le ministre de l'Éducation Nationale le protocole numéro 2, choisi pour la rentrée scolaire.

En effet, il fallait éclaircir les décisions de M. Blanquer malgré son recul notable sur le fait de ne finalement pas imposer le pass- sanitaire dans les établissements pour les élèves et le personnel. Toutefois, tout est flou sur l'attitude à tenir face aux cas contacts, la vaccination sur site, le nettoyage ou les nouveaux systèmes d'aération.

Malgré sa volonté apparente de limiter le brassage des populations en établissement, il reste de nombreuses choses à régler sur des problèmes importants d'organisations, renvoyés par le ministre à la future parution de la FAQ.

La CGT réclame un plan d'urgence pour cette rentrée avec des moyens humains et matériels bien supérieurs et a appelé à une mobilisation massive par la grève le 23 septembre.

International

Solidaires des Afghans

Depuis le retour au pouvoir des talibans, le chaos et la terreur règnent en Afghanistan.

La CGT et de multiples organisations signataires appellent au soutien des femmes et des civils afghans qui risquent une atteinte à leur intégrité morale et physique du fait de leur activités démocratiques de nature à déplaire au nouveau pouvoir en place.

Elles appellent aussi la France à assurer un accueil inconditionnel des civils afghans et à mettre tout en œuvre pour que la communauté internationale prenne sa place dans l'accueil des réfugiés. Il y va du simple respect des conventions internationales et des droits des individus à combattre l'obscurantisme.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Je t'aime, moi non plus

L'UGICT-CGT vient de publier les résultats de son enquête "Télétravail, un an après", cette enquête est inédite car particulièrement fouillée (plus de 100 questions) et significative par le nombre de répondants (15 000).

Cette étude 2021 révèle que le télétravail, version 2020 en mode dégradé, reste la norme, bien qu'il soit toujours plébiscité comme vecteur de repos libéré et d'autonomie.

Les sondés expriment les limites et dangers du télétravail exercé dans de mauvaises conditions. Augmentation du temps, de la charge et de l'intensité du travail pesant sur l'équilibre vie professionnelle-personnelle, ou encore non-respect du droit à la déconnexion avec ses conséquences sur la santé physique et mentale.

Il est urgent que gouvernement et patronat manifestent une réelle volonté d'encadrer le télétravail !

Luttes

Les oublié.e.s du Ségur

Après plus d'une année de sacrifices et d'engagement auprès des publics les plus fragiles, malgré les promesses du Président de la République, le constat est toujours le même : salaires et conditions de travail déplorables, absence de reconnaissance des métiers et de leur rôle indispensable pour une société inclusive et solidaire.

La communication du gouvernement sur la revalorisation salariale des salariés du secteur médico-social n'est qu'un « cache-misère » qui laisse des milliers de travailleuses et travailleurs sur la touche.

Le 23 septembre, les oublié.e.s du Ségur, personnels du secteur médico-social, de l'aide et de l'accompagnement à domicile, du public comme du privé, associatif ou lucratif se sont mobilisés à l'appel de la CGT qui revendique la création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.

Toute honte bue

Alors que le groupe ING a réalisé plus de 3,8 milliards d'€ de résultats en 2020, a amélioré ses performances avec encore plus de 1 milliard de résultats au 1er trimestre 2021 et que les résultats sont au rendez-vous depuis de nombreuses années, la direction d'ING Bank a annoncé qu'un plan de restructurations de la banque, implantée en France depuis 2000, va être mis en œuvre.

Ainsi, 496 salariés sur plus de 700 perdraient leur emploi d'ici 2022. Les représentants du personnel ont à plusieurs reprises alerté la Direction concernant leurs doutes sur les choix stratégiques du groupe ING en Europe et un droit d'alerte économique avait été lancé pour obtenir des réponses précises qui n'ont jamais été données.

La CGT se mobilisera avec les salariés pour préserver les emplois en France car il reste un bel avenir pour la banque qui conservera des activités.

Égalité

A quand le « quoi qu'il en coûte » ?

Chaque année, en France, 220000 femmes subissent des violences conjugales et 93000 sont victimes de viol ou tentative de viol.

Paroxysme de ces violences, 146 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex en 2019.

Le confinement du Printemps 2020 a entraîné une importante hausse des signalements de violences subies par les femmes et les enfants.

Dès le reconfinement, fin octobre 2020, les signalements avaient augmenté de 15%.

Le 3 septembre dernier, le 1^{er} Ministre affirmait déployer « autant de bracelets anti-rapprochement et de "téléphones grave danger" que nécessaire pour protéger les femmes ».

La persistance des violences montre qu'il faut compléter l'arsenal des mesures et que les moyens financiers ne sont toujours pas au rendez-vous. Nous aimerions entendre le gouvernement dire qu'il met les moyens du « quoi qu'il en coûte » pour défendre les femmes !